

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1469

6 juin 2014

### SOMMAIRE

AEIF LH Sub 03 S.à r.l. ....	70492	INVESCO European Hotel Real Estate V S.à r.l. ....	70469
AEIF LH Sub 04 S.à r.l. ....	70502	Kabalux Sàrl .....	70492
AEIF LH Sub 06 S.à r.l. ....	70506	KBD S.A. ....	70468
Alvogen Lux Holdings S.à r.l. ....	70469	Kerozene S.A. ....	70467
ARN SA .....	70470	KEV Germany 4 S.à r.l. ....	70491
Association des Fonctionnaires du Greffe de la Chambre des Députés .....	70512	KEV Germany Nikolaistrasse S.à r.l. ....	70491
Association du Personnel de l'Administra- tion Parlementaire de la Chambre des Députés .....	70512	KTP Invest S.A. ....	70466
Azendt International Holdings Limited ..	70468	L'Alpic, Sàrl .....	70467
Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 1 S.à r.l. ....	70472	Licensing IP International S.à r.l. ....	70467
Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 2 S.à r.l. ....	70473	LPFE Italy Holding S.à r.l. ....	70470
Collage Luxco S.à r.l. ....	70474	LPFE Soparfi A S.à r.l. ....	70471
Creola S.A. ....	70511	LPFE Soparfi B S.à r.l. ....	70471
Croé Handels S.à r.l. ....	70496	LSREF3 Lagoon Investments S.à r.l. ....	70470
Easycom Sàrl .....	70466	Luxgate .....	70472
Euro-Planning & Consultants S.A. ....	70510	LXBC .....	70470
Garage Georges Sàrl .....	70468	Lyon Finance Limited S.A. ....	70472
Global Solar Fund Partners S.à r.l. ....	70473	Mabilux S.A. ....	70511
Houdah Software S.à r.l. ....	70469	Manwin Licensing International S.à r.l. ...	70467
IDDC .....	70492	MindGeek S.à r.l. ....	70469
Innisfree F3 S.à r.l. ....	70471	Mitco Resolution 3 S.à r.l. ....	70472
Innisfree ISF S.à r.l. ....	70467	Modernac S.A. ....	70474
Interagora S.à r.l. ....	70467	Niederkorn-Immo S.A. ....	70473
Invesco European Hotel Real Estate Fund .....	70466	Oevole Anlage A.G. ....	70471
		SWM Luxembourg .....	70512
		taolux S.à r.l. ....	70466
		Value SIF SICAV .....	70468

**Invesco European Hotel Real Estate Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 116.664.

Der Jahresabschluss zum 30. Juni 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014049193/10.

(140055975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**KTP Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 105.507.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Un administrateur*

Référence de publication: 2014049227/11.

(140056105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Easycom Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8437 Steinfort, 62, rue de Koerich.  
R.C.S. Luxembourg B 159.106.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2014049090/11.

(140056269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**taolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.  
R.C.S. Luxembourg B 141.200.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

La mise en liquidation de la Société a été décidée aux termes d'une assemblée générale extraordinaire tenue devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 Janvier 2013 et publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2523 du 10 Octobre 2013.

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 20 Mars 2014 que la liquidation de la Société a été clôturée et que par conséquent la Société est dissoute et a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux de la Société resteront déposés et conservés pendant une durée minimum de cinq ans, à partir de la date de publication du présent extrait dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au siège social de la société - Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A. - qui est actuellement situé à 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Un mandataire*

Référence de publication: 2014050265/22.

(140057391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Interagora S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 81.327.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014049192/9.  
(140056136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Innisfree ISF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 153.570.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68419 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014049179/10.  
(140056074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**L'Alpic, Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3378 Livange, 1, rue de Turi.  
R.C.S. Luxembourg B 127.252.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 2 avril 2014.  
POUR COPIE CONFORME  
Référence de publication: 2014049231/11.  
(140055470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Licensing IP International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Manwin Licensing International S.à r.l.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 32, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 158.298.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Esch/Alzette, le 18 novembre 2013.  
Référence de publication: 2014049236/11.  
(140055578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Kerozene S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 138.323.

Le bilan rectificatif (rectificatif du bilan 2011, enregistré et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, référence L130021123 le 4.02.2013) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.  
*Pour la société*  
*Un mandataire*  
Référence de publication: 2014049212/13.  
(140056469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Garage Georges Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7526 Mersch, 10, Um Mierscherbiérg.

R.C.S. Luxembourg B 68.471.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014049145/9.

(140056067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**KBD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 124.376.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KBD S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014049209/12.

(140056077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Azendt International Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.995.

*Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 4 avril 2014*

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que les adresses professionnelles de M. Louis WALLERAND, M. Sébastien ANDRE et Mme Katia CAMBON, se situent désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour AZENDT INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014050327/16.

(140057693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Value SIF SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, Allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 185.412.

*Extrait des résolutions par voie de résolution circulaire en date du 21 mars 2014*

En date du 21 mars 2014, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Alberto Pettiti, en qualité d'Administrateur, avec effet au 2 avril 2014,
- de nommer Monsieur Francesco Scotti, 17 Rue Jean l'Aveugle, 1148 Luxembourg, en qualité d'Administrateur avec effet au 2 avril 2014 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale prévue en 2015, en remplacement de Monsieur Alberto Pettiti, démissionnaire.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Value SIF Sicav

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014050161/17.

(140056434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

---

**INVESCO European Hotel Real Estate V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.911.

Der Jahresabschluss zum 30. Juni 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014049194/9.

(140055976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**MindGeek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 32, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.337.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 décembre 2013.

Référence de publication: 2014049285/11.

(140055529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Houdah Software S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 255, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 112.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 avril 2014.

*Pour compte de Houdah Software Sàrl*

*Fiduplan S.A.*

Référence de publication: 2014049162/12.

(140056041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Alvogen Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 30.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 149.045.

Il résulte d'une convention conclue entre l'associé unique de la Société, la société Alvogen Aztiq Société Civile, société civile, ayant son siège social au 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro E 4174, et la société PHM Topco 21 S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.673, que Alvogen Aztiq Société Civile a transféré le 2 avril 2014, 1.800.000 de ses parts sociales détenues dans le capital de la Société, à la société PHM Topco 21 S.à r.l.

Depuis le 2 avril 2014, les associés de la Société sont donc:

- la société Alvogen Aztiq Société Civile qui détient 1.200.000 parts sociales; et
- la société PHM Topco 21 S.à r.l. qui détient 1.800.000 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

Alvogen Lux Holdings S.à r.l.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014050276/22.

(140057910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**LSREF3 Lagoon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 129.108.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014049267/10.

(140056081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**LXBC, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8001 Strassen, 2, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 170.624.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014049276/10.

(140056087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**LPFE Italy Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 6.077.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.045.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014049258/12.

(140055787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**ARN SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 142.238.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale tenue le 05.11.2013*

*Deuxième résolution*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant arrivés à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de Monsieur Claude SCHMITZ, Conseiller fiscal, né à Luxembourg le 23/09/1955, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, le mandat d'Administrateur de Monsieur Pierre LENTZ, Expert-comptable, né à Luxembourg le 22.04.1959, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg; Monsieur Gerdy ROOSE, Expert-comptable, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, ainsi que celui de Commissaire de la société AUDIEX S.A., ayant son siège social au 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469, pour une nouvelle période de six ans jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARN SA

Société Anonyme

Référence de publication: 2014050317/22.

(140057370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Innisfree F3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.742.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68420 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014049177/10.

(140056127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**LPFE Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 6.483.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 87.197.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014049259/12.

(140055790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**LPFE Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 6.720.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 87.198.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014049260/12.

(140055789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Oevole Anlage A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.513.

Référence est faite à l'extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 23 janvier 2014 déposé le 28 janvier 2014 sous la référence L140017240 et publié le 13 mars 2014 au Mémorial C n° 659 sous la référence 2014014993/19

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale statutaire tenue exceptionnellement le 18 mars 2014*

- la cooptation de Madame Betty PRUDHOMME, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Fait à Luxembourg, le 18 mars 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014050001/16.

(140056906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

---

**Luxgate, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 105.092.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014049250/9.

(140055891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**Lyon Finance Limited S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.  
R.C.S. Luxembourg B 140.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LYON FINANCE LIMITED S.A.

Référence de publication: 2014049277/10.

(140055698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**Mitco Resolution 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.  
R.C.S. Luxembourg B 127.382.

*Extrait de la décision collective des associés du 26 mars 2014*

Les associés ont décidé de nommer Monsieur Bernard TREINEN domicilié au 28, rue Lenningen L-5411 Canach, né à Malmedy (Belgique) le 12 juin 1976, comme gérant de la société avec effet immédiat et pour une période indéterminée, en remplacement de Monsieur Géry C. DE MEEÛS et de Monsieur Serge BIJNENS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 3 avril 2014.

Référence de publication: 2014049318/13.

(140056160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 116.501.

Il est à noter que suite aux transferts des parts sociales effectués, les associés de BLUETOUCH INVESTMENTS (Luxembourg) NUMBER 1 S.à r.l. sont désormais les suivants:

TAXVALUED MANAGEMENT S.à r.l.

34, rue Dernier Sol

L-2543 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B-133.875 . . . . . 250

LIBERTY ONE S.A.

62, Avenue de la Liberté

L-1930 Luxembourg R.C.S. Luxembourg B-146.998 . . . . . 250

TOTAL . . . . . 500 parts sociales

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Certifié sincère et conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014050341/22.

(140057786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Niederborn-Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 23, rue du Fossé.  
R.C.S. Luxembourg B 133.321.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la société Niederborn-Immo S.A. qui s'est tenue à Luxembourg en date du 11 mars 2014.

L'Assemblée décide:

De nommer comme nouvel administrateur Mme Sylvie Schartz, demeurant à 10, rue Robert Bruch L-1267 Luxembourg, née le 14 novembre 1960 à Luxembourg, leur mandat prendre cours le 15 mars 2014 et prendre fin le 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 24 mars 2014.

*Pour la société  
Mandataire*

Référence de publication: 2014049326/16.

(140055970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**Global Solar Fund Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 137.054.

**EXTRAIT**

Halsey Group S. à r.l. a dénoncé par une lettre recommandée datée du 7 février 2014 avec effet au 4 avril 2014 et conformément au contrat de domiciliation conclu en date du 25 octobre 2013, le siège social de la société à responsabilité limitée Global Fund Partners S. à r.l., Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital social de 12.500,- euros, ayant son siège social au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B-137054.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme  
HALSEY GROUP S. à r.l.  
*Le Domiciliataire*

Référence de publication: 2014049789/16.

(140056817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

**Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 16.327.500,00.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 62, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 117.191.

**Résolutions prises par voie circulaire**

Monsieur Didier LAMY, Gérant de classe A

Madame Christine PENA, Gérant de classe A

Monsieur Thierry DEROCHETTE, Gérant de classe B

il a été décidé à l'unanimité;

- De transférer le siège social de BLUETOUGH INVESTMENTS (Luxembourg) NUMBER 2 S.à r.l. de son adresse actuelle 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 62, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, et ceci avec effet immédiat.

Le 4/4/2014.

Didier LAMY / Christine PENA  
*Gérant de classe A / Gérant de classe A*

Le 03/04/2014.

Thierry DEROCHETTE  
*Gérant de classe B*

Référence de publication: 2014050342/22.

(140057579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Modernac S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 85.102.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société MODERNAC S.A.*

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014049288/11.

(140055551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**Collage Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 185.822.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of March.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

1. Triton Masterluxco 4 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro and two cent (EUR 12,500.02), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 177.725,

represented by Me Manfred Müller, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on 20 March 2014; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration,

2. TFF IV Limited, a company governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Hellier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 110817, acting in its capacity as general partner of Triton Fund IV F&F L.P., with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Hellier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1493,

represented by Me Manfred Müller, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on 20 March 2014; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

**"Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Name.** There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the Shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "Collage Luxco S.à r.l.".

**Art. 2. Registered Office.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the acquisition, holding (including the administration, management and development) and disposal of securities or interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings in its own name and own account.

The Company may provide financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may borrow in any kind or form without limitation and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

The Company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 28 of the Articles of Incorporation.

## Chapter II. Capital, Shares

**Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into:

- six hundred twenty thousand five hundred (620,500) A1 shares (the "A1 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- six hundred twenty thousand five hundred (620,500) B1 shares (the "B1 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A2 shares (the "A2 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B2 shares (the "B2 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A3 shares (the "A3 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B3 shares (the "B3 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A4 shares (the "A4 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B4 shares (the "B4 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A5 shares (the "A5 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B5 shares (the "B5 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A6 shares (the "A6 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B6 shares (the "B6 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A7 shares (the "A7 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B7 shares (the "B7 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A8 shares (the "A8 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B8 shares (the "B8 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) A9 shares (the "A9 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred (500) B9 shares (the "B9 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;

- five hundred (500) A10 shares (the "A10 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;

- five hundred (500) B10 shares (the "B10 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up.

The A1 Shares, A2 Shares, A3 Shares, A4 Shares, A5 Shares, A6 Shares, A7 Shares, A8 Shares, A9 Shares, and A10 Shares shall together be referred to as the "A Shares".

The B1 Shares, B2 Shares, B3 Shares, B4 Shares, B5 Shares, B6 Shares, B7 Shares, B8 Shares, B9 Shares, and B10 Shares shall together be referred to as the "B Shares" and together with the A Shares, the "Shares" and each a "Share".

The A1 Shares and the B1 Shares shall together be referred to as the "Class 1 Shares".

The A2 Shares and the B2 Shares shall together be referred to as the "Class 2 Shares".

The A3 Shares and the B3 Shares shall together be referred to as the "Class 3 Shares".

The A4 Shares and the B4 Shares shall together be referred to as the "Class 4 Shares".

The A5 Shares and the B5 Shares shall together be referred to as the "Class 5 Shares".

The A6 Shares and the B6 Shares shall together be referred to as the "Class 6 Shares".

The A7 Shares and the B7 Shares shall together be referred to as the "Class 7 Shares".

The A8 Shares and the B8 Shares shall together be referred to as the "Class 8 Shares".

The A9 Shares and the B9 Shares shall together be referred to as the "Class 9 Shares".

The A10 Shares and the B10 Shares shall together be referred to as the "Class 10 Shares".

The Class 1 Shares, the Class 2 Shares, the Class 3 Shares, the Class 4 Shares, the Class 5 Shares, the Class 6 Shares, the Class 7 Shares, the Class 8 Shares, the Class 9 Shares and the Class 10 Shares shall together be referred to as the "Classes of Shares" and each a "Class of Shares".

The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the Legal Reserve (as defined below), provided that any such repurchase or distribution out of the share premium may only benefit such A Shares or B Shares on which the relevant premium has originally been paid. Upon the issue of new A Shares and/or B Shares, the Company may, out of share premium paid-in on such A Shares and/or B Shares, allot ten per cent (10%) of the nominal value of the newly issued Shares to the reserve required by law (the "Legal Reserve") in order to ensure that the Legal Reserve amounts at all time to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company in accordance with the Laws.

Each time a capital contribution (in cash or in kind), including any share premium attached to it, is made in consideration of the issue of A Shares and/or B Shares (individually referred to as the "Contribution" and collectively referred to as the "Contributions"), the Board of Managers shall keep track, in the books of the Company, of the Contribution(s) and will draw up a set of analytical accounts for the A Shares and the B Shares.

To the extent permissible by the Laws, including without limitation, compliance with the legal requirement to create a Legal Reserve, and subject to the following, the A Shares and the B Shares shall be entitled to an exclusive right to distributions by way of (i) dividend, (ii) redemption of own Shares, (iii) reduction of the subscribed capital, (iv) reduction of a reserve and (v) liquidation made by the Company (the "Distributions").

If the Company resolves to make Distributions, the amount allocated to this effect shall be distributed in accordance with the following rules:

- each Class 1 Share shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty-five per cent (0.65%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class 2 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty per cent (0.60%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class 3 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty-five per cent (0.55%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class 4 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty per cent (0.50%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class 5 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty-five per cent (0.45%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class 6 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty per cent (0.40%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class 7 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty-five per cent (0.35%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class 8 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty per cent (0.30%) per annum of the nominal value of such share, then,
  - each Class 9 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) per annum of the nominal value of such share, then,
  - each Class 10 Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty per cent (0.20%) per annum of the nominal value of such share, (together the "Profit Entitlement"); and
- any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the Shares forming the then last outstanding Class of Shares in reverse numerical order (starting from the Class 10 Shares until the Class 1 Shares) (the "Remaining Dividend").

The Remaining Dividend shall be distributed as follows:

- The holder(s) of A Shares shall be entitled to receive part of the Remaining Dividend according to the following formula:

Aggregate amount of Remaining Dividend X (Value of Contribution(s) made in consideration of A Shares / Aggregate amount of the Contribution(s) made in consideration of A Shares and B Shares)

- The holder(s) of B Shares shall be entitled to receive part of the Remaining Dividend according to the following formula:

Aggregate amount of Remaining Dividend X (Value of Contribution(s) made in consideration of B Shares / Aggregate amount of the Contribution(s) made in consideration of A Shares and B Shares)

**Art. 6. Shares.** Each Share entitles to one vote.

Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its Shares.

When the Company is composed of several shareholders, the Shares may be transferred freely amongst shareholders but the Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own Shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

**Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one entire Class of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class. In the case of a repurchase and cancellation of a whole class of Shares, such repurchase and cancellation of Shares shall be made in the reverse numerical order (starting from the Class 10 Shares until the Class 1 Shares).

The redemption price shall be set in accordance with the rules laid down in article 5 of the Articles of Incorporation for distributions of Remaining Dividend.

**Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The death, suspension of civil rights, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

### Chapter III. Managers, Auditors

**Art. 9. Managers.** The Company will be managed and administered by a board of managers (referred to as the "Board of Managers") composed of at least two (2) and not more than six (6) members who need not be shareholders (the "Managers").

The Managers will be elected by the general meeting of shareholders which will determine their number and the period of their mandate, provided always that:

- (i) for so long as A Shares are in issue, at least two (2) and a maximum of three (3) Managers shall be appointed from a list of candidates presented by a majority of the holders of A Shares (the "Class A Managers"); and
- (ii) for so long as B Shares are in issue, at least two (2) and a maximum of three (3) Managers shall be appointed from a list of candidates presented by a majority of the holders of B Shares (the "Class B Managers").

The Managers will hold office until their successors are elected. Each Manager may resign or may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders. If the shareholder(s) have qualified

the Managers as Class A Managers or Class B Managers, a Class A Manager or a Class B Manager may only be replaced by a Manager of the same class appointed in accordance with this Article 9.

**Art. 10. Powers of the Managers.** The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

**Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company.** The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

**Art. 12. Meetings of the Board of Managers.** The Board of Managers shall appoint among its members a chairman (the "Chairman"). If the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Chairman shall be (i) chosen among the Class A Managers or the Class B Managers and (ii) elected with the affirmative vote of a majority of the Managers, including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

The Board of Managers may also appoint a secretary, who needs not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager of the same class as his proxy. Any member of the Board of Managers may represent one or several other members of the same class of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers and Class B Managers, such quorum shall only be met if at least two (2) Class A Managers and two (2) Class B Managers are present or represented.

Decisions will be made by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting, unless a higher majority requirement is required by virtue of an agreement between the shareholders of the Company and/or the Company's constitutional documents, in which case such higher majority requirement shall apply. In the event that the Managers have been qualified as Class A Managers and Class B Managers such decisions must be adopted with a majority of votes of the Managers present or represented including an affirmative vote of at least two (2) Class A Managers and two (2) Class B Managers. In the event of a tie, the decision shall be deemed rejected by the Board of Managers.

A conference telephone call during which a quorum of the Managers as above-mentioned participates in the call shall be valid as meeting of the board, provided written minutes reflecting the decisions adopted during such telephone conference call signed by all the Managers attending such telephone conference call are made.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 13. Resolutions of the Managers.** The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

**Art. 14. Management Fees and Expenses.** Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 15. Conflicts of Interest.** If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 16. Managers' Liability - Indemnification.** No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of being or having been Manager, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

**Art. 17. Auditors.** Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé), the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

#### Chapter IV. Shareholders

**Art. 18. Powers of the Shareholders.** The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

**Art. 19. General Meetings.** If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 20. Notice of General Meetings.** Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation

or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 21. Attendance - Representation.** All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

**Art. 22. Proceedings.** Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

**Art. 23. Vote.** At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

**Art. 24. Minutes.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

## Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

**Art. 25. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

**Art. 26. Adoption of Financial Statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

**Art. 27. Distribution of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the Legal Reserve. That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

The shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder (s), in accordance with the rules laid down in article 5 of the Articles of Incorporation.

Subject to the conditions set by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers determine(s) the amount and the date of payment of any such advance payment.

## Chapter VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 28. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) to the extent and in consideration of such Classes of Shares which are still in issue at the time of the liquidation, according to the rules set in article 5 of these Articles of Incorporation.

## Chapter VII. Applicable law

**Art. 29. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

### *Subscription and payment*

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholder	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
Triton Masterluxco 4 S.à r.l. . . . . .	EUR 6,250.-	620,500 A1 shares 500 A2 shares 500 A3 shares 500 A4 shares 500 A5 shares 500 A6 shares 500 A7 shares 500 A8 shares 500 A9 shares 500 A10 shares	EUR 6,250.-
Triton Fund IV F&F L.P. . . . . .	EUR 6,250.-	620,500 B1 shares 500 B2 shares 500 B3 shares 500 B4 shares 500 B5 shares 500 B6 shares 500 B7 shares 500 B8 shares 500 B9 shares 500 B10 shares	EUR 6,250.-
Total: . . . . .	EUR 12,500.-	620,500 A1 shares 500 A2 shares 500 A3 shares 500 A4 shares 500 A5 shares 500 A6 shares 500 A7 shares 500 A8 shares 500 A9 shares 500 A10 shares 620,500 B1 shares 500 B2 shares 500 B3 shares 500 B4 shares 500 B5 shares 500 B6 shares 500 B7 shares 500 B8 shares 500 B9 shares 500 B10 shares	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *Expenses*

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

#### *Transitory provision*

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2014.

#### *Shareholders resolutions*

##### *First resolution*

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

##### *Second resolution*

The general meeting of shareholders resolved to set at four (4) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Mr Michiel Kramer, born on 25 January 1961 in Hilversum (the Netherlands), company director, with professional address at 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), as Class A Manager;
- Mr Lars Frankfelt, company director, born on 20 July 1956 in Brannkyrka (Sweden), with professional address at Charter Place 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, as Class A Manager;
- Mr Mats Eklund, company director, with professional address at 9 South Street, 3<sup>rd</sup> Floor, London W1K 2XA, United Kingdom, as Class B Manager; and
- Mr Antonis Tzanetis, company director, with professional address at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class B Manager.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-six mars,

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1. Triton Masterluxco 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, au capital social de douze mille cinq cent euro et deux centimes (EUR 12.500,02), ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 177.725,

représentée par Maître Manfred Müller, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 20 mars 2014, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

2. TFF IV Limited, une société régie par les lois de Jersey, ayant son siège social au Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, immatriculée au Registre des Sociétés de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 110817, agissant en tant que general partner de Triton Fund IV F&F L.P., ayant son siège social au Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, immatriculée au Jersey Registrar of Limited Partnerships sous le numéro 1493,

représentée par Maître Manfred Müller, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 20 mars 2014, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

## «Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des Parts Sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Collage Luxco S.à r.l.».

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention (y compris l'administration, la gestion et la mise en valeur) et la cession de valeurs mobilières ou de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère en son nom propre et pour son propre compte.

La Société peut fournir des financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés ou d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sans limitation et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société ne peut pas agir comme un fonds d'investissement alternatif tel que défini dans la directive 2011/61/EU du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs et ne peut pas réaliser quelque activité que ce soit qui serait soumise au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. En particulier, la Société ne commercialisera pas activement (directement ou indirectement) ses parts sociales ou autres valeurs mobilières à des investisseurs.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 28 des Statuts.

## Chapitre II. Capital, Parts sociales

**Art. 5. Capital Émis.** Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en:

- six cent vingt mille cinq cents (620.500) parts sociales A1 (les «Parts Sociales A1») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- six cent vingt mille cinq cents (620.500) parts sociales B1 (les «Parts Sociales B1») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A2 (les «Parts Sociales A2») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B2 (les «Parts Sociales B2») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A3 (les «Parts Sociales A3») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B3 (les «Parts Sociales B3») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A4 (les «Parts Sociales A4») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B4 (les «Parts Sociales B4») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- cinq cents (500) parts sociales A5 (les «Parts Sociales A5») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B5 (les «Parts Sociales B5») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A6 (les «Parts Sociales A6») ayant une valeur nominale de d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B6 (les «Parts Sociales B6») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A7 (les «Parts Sociales A7») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B7 (les «Parts Sociales B7») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A8 (les «Parts Sociales A8») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B8 (les «Parts Sociales B8») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A9 (les «Parts Sociales A9») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B9 (les «Parts Sociales B9») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales A10 (les «Parts Sociales A10») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cents (500) parts sociales B10 (les «Parts Sociales B10») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les Parts Sociales A1, les Parts Sociales A2, les Parts Sociales A3, les Parts Sociales A4, les Parts Sociales A5, les Parts Sociales A6, les Parts Sociales A7, les Parts Sociales A8, les Parts Sociales A9, et les Parts Sociales A10 sont ensemble désignées les «Parts Sociales A».

Les Parts Sociales B1, les Parts Sociales B2, les Parts Sociales B3, les Parts Sociales B4, les Parts Sociales B5, les Parts Sociales B6, les Parts Sociales B7, les Parts Sociales B8, les Parts Sociales B9, et les Parts Sociales B10 sont ensemble désignées les «Parts Sociales B» et ensemble avec les Parts Sociales A, les «Parts Sociales» et chacune une «Part Sociale».

Les Parts Sociales A1 et les Parts Sociales B1 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 1».

Les Parts Sociales A2 et les Parts Sociales B2 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 2».

Les Parts Sociales A3 et les Parts Sociales B3 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 3».

Les Parts Sociales A4 et les Parts Sociales B4 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 4».

Les Parts Sociales A5 et les Parts Sociales B5 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 5».

Les Parts Sociales A6 et les Parts Sociales B6 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 6».

Les Parts Sociales A7 et les Parts Sociales B7 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 7».

Les Parts Sociales A8 et les Parts Sociales B8 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 8».

Les Parts Sociales A9 et les Parts Sociales B9 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 9».

Les Parts Sociales A10 et les Parts Sociales B10 sont désignées ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 10».

Les Parts Sociales de Catégorie 1, les Parts Sociales de Catégorie 2, les Parts Sociales de Catégorie 3, les Parts Sociales de Catégorie 4, les Parts Sociales de Catégorie 5, les Parts Sociales de Catégorie 6, les Parts Sociales de Catégorie 7, les Parts Sociales de Catégorie 8, les Parts Sociales de Catégorie 9, et les Parts Sociales de Catégorie 10 sont ensemble désignées les «Catégories de Parts Sociales» et chacune une «Catégorie de Parts Sociales».

Les droits et obligations inhérents aux Parts Sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital social émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel sont transférées toutes les primes d'émission payées sur toute Part Sociale en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte de primes peut être utilisé pour régler le prix des Parts Sociales que la Société a racheté à ses associés, compenser toute perte nette réalisée, distribuer aux associés des dividendes ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale (telle que définie ci-dessous), sous réserve qu'un tel rachat ou qu'une telle distribution prélevés sur la prime d'émission bénéficie seulement aux Parts Sociales A ou Parts Sociales B pour lesquelles la prime d'émission en question a été payée à l'origine. Lors de l'émission de nouvelles Parts Sociales A et/ou Parts Sociales B, la Société peut, par un prélèvement sur la prime d'émission versée pour ces Parts Sociales A et/ou Parts Sociales B, attribuer dix pour cent (10 %) de la valeur nominale des Parts Sociales nouvellement émises à la réserve requise par la loi (la «Réserve Légale») dans le but d'assurer que la Réserve Légale s'élève en permanence à dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de la Société conformément aux Lois.

Chaque fois qu'un apport en capital (en numéraire ou en nature), y compris toute prime d'émission qui s'y rapporte, est fait en contrepartie de l'émission de Parts Sociales A et/ou de Parts Sociales B (individuellement désigné l'«Apport»

et collectivement désignés les «Apports»), le Conseil de Gérance conservera la trace, dans les livres de la Société, des Apports, et établira des comptes analytiques pour les Parts Sociales A et les Parts Sociales B.

Dans la mesure permise par les Lois, en ce compris, mais sans limitation, l'observation de l'exigence légale de créer une Réserve Légale, et sous réserve de ce qui suit, les Parts Sociales A et les Parts Sociales B seront autorisées à bénéficier d'un droit exclusif aux distributions sous forme de (i) dividendes, (ii) rachat de Parts Sociales propres, (iii) réduction du capital souscrit, (iv) réduction d'une réserve et (v) liquidation par la Société (les «Distributions»).

Si la Société décide d'effectuer des Distributions, le montant attribué à cet effet sera distribué conformément aux règles suivantes:

- chaque Part Sociale de Catégorie 1 donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule soixante-cinq pour cent (0,65 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 2 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule soixante pour cent (0,60 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 3 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 4 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 5 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 6 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule quarante pour cent (0,40 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 7 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 8 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule trente pour cent (0,30 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 9 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, puis,
- chaque Part Sociale de Catégorie 10 (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulatif au moins égal à zéro virgule vingt pour cent (0,20 %) par an de la valeur nominale de cette part sociale, (ensemble le «Droit au Bénéfice»); et

après allocation du Droit au Bénéfice, le solde du montant du dividende sera distribué intégralement à toutes les Parts Sociales constituant la dernière Catégorie de Parts Sociales en circulation dans l'ordre numérique inverse (commençant de la Catégorie 10 des Parts Sociales jusqu'à la Catégorie 1 des Parts Sociales) (le «Dividende Restant»).

Le Dividende Restant sera distribué comme suit:

- Les détenteurs de Parts Sociales A auront droit à percevoir une partie du Dividende Restant selon la formule suivante:  
Montant total du Dividende Restant X (Valeur des Apports effectués en considération des Parts Sociales A / Montant total des Apports effectués en considération des Parts Sociales A et des Parts Sociales B)
- Les détenteurs de Parts Sociales B auront droit à percevoir une partie du Dividende Restant selon la formule suivante:  
Montant total du Dividende Restant X (Valeur des Apports effectués en considération des Parts Sociales B / Montant total des Apports effectués en considération des Parts Sociales A et des Parts Sociales B)

**Art. 6. Parts Sociales.** Chaque Part Sociale donne droit à une voix.

Chaque Part Sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses Parts Sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les Parts Sociales sont librement cessibles entre eux, cependant les Parts Sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de Parts Sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres Parts Sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le capital de la Société peut être réduit au moyen d'une annulation des Parts Sociales comprenant l'annulation de l'intégralité d'une Catégorie de Parts Sociales au moyen du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales de cette catégorie en circulation. En cas de rachat et d'annulation de l'intégralité d'une catégorie de Parts Sociales, ce rachat et cette annulation de Parts Sociales seront effectués dans l'ordre numérique inverse (commençant de la Catégorie 10 des Parts Sociales jusqu'à la Catégorie 1 des Parts Sociales).

Le prix de rachat sera déterminé conformément aux règles énoncées à l'article 5 des Statuts relatif aux distributions des Dividendes Restants.

**Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé.** Le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

### Chapitre III. Gérants, Commissaires

**Art. 9. Gérants.** La Société sera gérée et administrée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé d'au moins deux (2) membres et de six (6) membres au maximum qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Les Gérants seront élus par l'assemblée générale des associés qui déterminera leur nombre et la période de leur mandat, à condition toutefois que:

(i) aussi longtemps que les Parts Sociales A sont en circulation, au moins deux (2) et trois (3) Gérants au maximum seront nommés à partir d'une liste de candidats présentée par une majorité des détenteurs de Parts Sociales A (les «Gérants de Catégorie A»); et

(ii) aussi longtemps que les Parts Sociales B sont en circulation, au moins deux (2) et trois (3) Gérants au maximum seront nommés à partir d'une liste de candidats présentée par une majorité des détenteurs de Parts Sociales B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les Gérants exerceront leur fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Chaque Gérant peut démissionner ou peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'assemblée générale des associés. Si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A ou de Gérants de Catégorie B, un Gérant de Catégorie A ou un Gérant de Catégorie B ne peut être remplacé que par un Gérant de même catégorie nommé conformément au présent article 9.

**Art. 10. Pouvoirs des Gérants.** Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

**Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société.** Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance.** Le Conseil de Gérance nommera parmi ses membres un président (le «Président»). Si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A ou de Gérants de Catégorie B, le Président sera (i) choisi parmi les Gérants de Catégorie A ou les Gérants de Catégorie B et (ii) élu avec un vote affirmatif de la majorité des Gérants, comprenant au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance peut également nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant un autre Gérant de la même catégorie que lui comme étant son mandataire. Tout membre du Conseil de Gérance peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil de Gérance de sa catégorie.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A et des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins deux (2) Gérants de Catégorie A et deux (2) Gérants de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront adoptées à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion, sauf si une majorité plus élevée est requise en vertu d'un contrat entre les associés de la Société et/ou les documents constitutionnels de la Société, auquel cas cette exigence d'une majorité plus élevée s'appliquera. Dans l'hypothèse où les Gérants ont été qualifiés de Gérants de Catégorie A et de Gérants de Catégorie B, les décisions doivent être adoptées à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés comprenant un vote affirmatif d'au moins deux (2) Gérants de Catégorie A et deux (2) Gérants de Catégorie B. En cas d'égalité des voix, la décision sera réputée être rejetée par le Conseil de Gérance.

Une conférence téléphonique à laquelle un quorum des Gérants tel que mentionné ci-dessus participe doit être validée comme une réunion du conseil, à condition que le procès-verbal écrit reflétant les décisions adoptées durant une telle conférence téléphonique soit signé par tous les Gérants présents à cette conférence téléphonique.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 13. Résolutions des Gérants.** Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

**Art. 14. Rémunération et Dépenses.** Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 15. Conflits d'Intérêt.** Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est dirigeant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

**Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation.** Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnisera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

**Art. 17. Commissaires.** Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

#### Chapitre IV. Des associés

**Art. 18. Pouvoirs des Associés.** Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

**Art. 19. Assemblées Générales.** Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

**Art. 20. Convocation des Assemblées Générales.** A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

**Art. 21. Présence - Représentation.** Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

**Art. 22. Procédure.** Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

**Art. 23. Vote.** Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

**Art. 24. Procès-Verbaux.** Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

## Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

**Art. 25. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

**Art. 26. Approbation des Comptes Annuels.** A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

**Art. 27. Distribution des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la Réserve Légale. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10 %) du capital émis de la Société.

Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, conformément aux règles prévues à l'article 5 des Statuts.

Sous réserve des conditions énoncées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, déterminent le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

## Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 28. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) dans la limite et en en tenant compte des Catégories de Parts Sociales émises au moment de la liquidation, conformément aux règles prévues à l'article 5 de ces Statuts.

## Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 29. Loi Applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

### *Souscription et paiement*

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:



*Deuxième résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à quatre (4) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Monsieur Michiel Kramer, né le 25 janvier 1961 à Hilversum (Pays Bas), dirigeant de société, ayant sa résidence professionnelle au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en tant que Gérant de Catégorie A;

- Monsieur Lars Frankfelt, dirigeant de société, né le 20 juillet 1956 à Brännkyrka (Suède), ayant son adresse professionnelle au Charter Place 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Iles Anglo-Normandes, JE2 3QL, en tant que Gérant de Catégorie A;

- Monsieur Mats Eklund, dirigeant de société, ayant sa résidence professionnelle au 9 South Street, 3<sup>ème</sup> étage, Londres W1K 2XA, Royaume-Uni, en tant que Gérant de Catégorie B; et

- Monsieur Antonis Tzanetis, dirigeant de société, ayant sa résidence professionnelle au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Gérant de Catégorie B.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire des comparantes, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Müller, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 28 mars 2014. REM/2014/711. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 3 avril 2014.

Référence de publication: 2014049010/948.

(140055863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**KEV Germany Nikolaistrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 268.050,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 130.842.

Le bilan de la société au 30 juin 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 avril 2014.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014049215/12.

(140056149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**KEV Germany 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 127.046.

Le bilan de la société au 30 juin 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014049216/12.

(140056151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Kabalux Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 116, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 94.966.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014049206/9.  
(140055915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**IDDC, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 57, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 156.024.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014049184/10.

(140055738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**AEIF LH Sub 03 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 132.778.

In the year two thousand and fourteen, on sixth day of March.

Before Us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 129.159 and having a share capital amounting to sixteen thousand five hundred Euros (EUR 16,500.-),

hereby represented by Stéphanie CHERY, employee with professional address at 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, requests the undersigned notary to enact that she is the sole shareholder of AEIF LH Sub 03 S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 132.778 and having a share capital amounting to thirteen thousand Euros (EUR 13,000.-) (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on September 27<sup>th</sup>, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2673 dated November 21<sup>th</sup>, 2007, which articles of association (the Articles) were last amended on June 7<sup>th</sup> 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1884 dated August 17<sup>th</sup>, 2011.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

a. To accept the resignation of AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l. as Sole Manager of the Company, effective from 6 March 2014.

b. To appoint the following persons as individual Managers to the Board of Managers of the Company, effective from 6 March 2014:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager;
- Mr Stuart GRAY, Category A Manager;
- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager;
- Mr Garry PIETERS, Category B Manager.

c. To amend the first paragraph of the Article 10 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** (First paragraph). The Company is managed by a Board of Managers composed of at least two Managers divided into two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».”

d. To amend the third paragraph of the Article 11 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 11. Powers of the Manager(s).** (Third paragraph). Towards third parties, the Company shall be bound by at least the joint signature of any two Managers, either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers.”

e. To amend the Quorum of the Article 13 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** (Quorum). The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and with at least the presence or the representation of one Category A and one Category B Manager. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favourable vote of either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote. In case of a conflict of interest as defined in article 15 below, the quorum requirement shall apply without taking into account the affected Manager or Managers.”

f. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge and accept the resignation of AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 129.159 and having a share capital amounting to sixteen thousand five hundred Euros (EUR 16,500.-), as Sole Manager of the Company in duty with effect as of the date of signature of the present resolution.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint the following persons as individual Managers to the Board of Managers of the Company for an unlimited duration with immediate effect:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager, born on 27<sup>th</sup> February 1960 in Milan, Italy, with professional address 4 Via Malaga, 20143 Milan, Italy;

- Mr Stuart GRAY, Category A Manager, born on 27<sup>th</sup> June 1973 in Paisley, United Kingdom, with professional address 6 St Andrew Street, London EC4A 3AE, United Kingdom;

- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager, born on 28<sup>th</sup> August 1968 in Glasgow, United Kingdom, with professional address 25 rue du Schlammeste, L-5770 Weiler-la-Tour, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Garry PIETERS, Category B Manager, born on 29<sup>th</sup> March 1958 in the Hague, the Netherlands, with professional address 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

Consequently, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of the Article 10 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** (First paragraph). The Company is managed by a Board of Managers composed of at least two Managers divided into two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».”

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the third paragraph of the Article 11 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 11. Powers of the Manager(s).** (Third paragraph). Towards third parties, the Company shall be bound by at least the joint signature of any two Managers, either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers.”

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the Quorum of the Article 13 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** (Quorum). The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and with at least the presence or the repre-

sentation of one Category A and one Category B Manager. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favourable vote of either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote. In case of a conflict of interest as defined in article 15 below, the quorum requirement shall apply without taking into account the affected Manager or Managers.”

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges are borne by the Company as a result of the present deed.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le sixième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

#### **A COMPARU:**

AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.159 et disposant d'un capital social de seize mille cinq cents euros (EUR 16.500,-).

dûment représentée par Stéphanie CHERY, employée, de résidence professionnelle au 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique associée de AEIF LH Sub 03 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.778 et disposant d'un capital social d'un montant de treize mille euros (EUR 13.000,-) (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, le 27 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2673 en date du 21 novembre 2007, dont les statuts (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 7 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1884 en date du 17 août 2011.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour est libellé comme suit:

a. D'accepter la démission de la société AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l. en tant que gérant de la Société.

b. De nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société avec effet à la date de la présente résolution et pour une durée indéterminée:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager;
- Mr Stuart GRAY, Category A Manager;
- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager;
- Mr Garry PIETERS, Category B Manager.

c. En conséquence, l'Associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 10 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** (premier paragraphe). La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins deux gérants divisés en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

d. De modifier le troisième paragraphe de l'article 11 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** (troisième paragraphe). Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, étant obligatoirement soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A».

e. De modifier le troisième paragraphe de l'article 13 (Quorum) des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** (Quorum): le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B est présent ou représenté. Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif de soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant. En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-dessous, les exigences de quorum doivent s'appliquer sans prendre en considération le ou les gérants concernés.»

f. Divers

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de prendre acte et d'accepter la démission de AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.159 et disposant d'un capital social de seize mille cinq cents euros (EUR 16.500,-), Associé unique, avec effet à la date de la présente résolution.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer comme gérant de la Société les personnes suivantes avec effet immédiat:

- Mr Gianmarco CREMONESI, gérant de catégorie A, né le 27 février 1960 à Milan, Italie et ayant pour adresse professionnelle 4 Via Malaga, 20143 Milan, Italie;

- Mr Stuart GRAY, gérant de catégorie A, né le 27 juin 1973 à Praisley, Royaume Uni et ayant comme adresse professionnelle 6 St. Andrew Street, Londres EC4A 3AE, Royaume Uni;

- Mrs Audrey LEWIS, gérante de catégorie B, née le 28 août 1968 à Glasgow, Royaume Uni et ayant comme adresse professionnelle 25 rue du Schlammeste, L-5770 Weiler-la-Tour, Grand Duché de Luxembourg;

- Mr Garry PIETERS, gérant de catégorie B, né le 29 mars 1958 à la Haye, Pays Bas et ayant comme adresse professionnelle 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 10 premier paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** (premier paragraphe). La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins deux gérants divisés en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 11 troisième paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** (troisième paragraphe). Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, étant obligatoirement soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A».

*Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 13 troisième paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** (Quorum): le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B est présent ou représenté. Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif de soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant. En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-dessous, les exigences de quorum doivent s'appliquer sans prendre en considération le ou les gérants concernés.»

*Estimation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature sont payables par la Société en raison du présent acte.

### Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

En foi de quoi, le présent acte passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S. CHERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 10 mars 2014. Relation: DIE/2014/3004. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 04 avril 2014.

Référence de publication: 2014048929/208.

(140056099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

### **Croé Handels S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 5, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 185.831.

### — STATUTEN

Im Jahre zwei tausend und vierzehn, am ein und zwanzigsten Tag des Monats März.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Léonie GRETHEN, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Herr Johannes Croé, geboren am 16. Februar 1968 in Rheinbach (D), wohnhaft in Hardtstrasse 22, 53945 Blankenheim, Deutschland, deutscher Staatsbürger mit der Personalausweisnummer L77908CVY.

Die erschienene Partei ersucht den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit zu gründen beabsichtigt, wie folgt zu beurkunden:

### **Kapitel I. Gesellschaftsform, Bezeichnung, Sitz, Zweck, Dauer**

#### **Art. 1. Gesellschaftsform und Bezeichnung.**

1.1 Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (société à responsabilité limitée) (die «Gesellschaft») gegründet, die der nachstehenden Satzung sowie den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz») zugrunde liegt.

1.2 Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Croé Handels S.à r.l.“.

#### **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch Beschluss des alleinigen Geschäftsführers oder der Geschäftsführung (je nach Fall) an jeden beliebigen Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt und durch Beschluss des Alleingeschafters oder der Hauptversammlung (je nach Fall) der Gesellschaft an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2 Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) kann Zweigstellen oder Agenturen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnen.

2.3 Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder von diesem Sitz mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände durch den Beschluss des alleinigen Geschäftsführers oder der Geschäftsführung (je nach Fall) ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die sich, unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg bestimmt.

#### **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1 Gesellschaftszweck der Gesellschaft ist der Groß- und Einzelhandel mit Waren und Dienstleistungen, vor allem in den Bereichen Wohnen und Einrichten. Hierzu zählen insbesondere Möbel und Wohnaccessoires für die Bereiche Küche, Bad, Wohnzimmer, Esszimmer, Schlafzimmer sowie Geschenke jedweder Art, allgemeine und saisonale Dekoration sowie Tonträger und spezielle Lebensmittel.

3.2 Die Gesellschaft kann im Rahmen dieses Gesellschaftszweckes weitere Unternehmen im Inland oder Ausland gründen sowie mittelbare oder unmittelbare Beteiligung jeglicher Art an solchen Unternehmen erwerben oder verkaufen

oder in sonstiger Art und Weise darüber verfügen. Ferner kann die Gesellschaft die Geschäfte von Unternehmen führen sowie Zweigniederlassungen und Tochtergesellschaften im In- und Ausland errichten.

3.3 Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften, angeschlossenen Unternehmen oder jedem anderen Unternehmen Darlehen gewähren, einschließlich der Erträge von Krediten und/oder Einkünften durch dingliche Besicherung von Forderungen. Sie kann auch zugunsten von Dritten Garantien geben und Sicherheiten zur Besicherung ihrer Verbindlichkeiten oder zur Besicherung ihrer Tochtergesellschaften, angeschlossenen Unternehmen oder aller sonstigen Unternehmen gewähren. Die Gesellschaft kann darüber hinaus Besicherungen für ihr gesamtes oder einen Teil ihres Kapitals verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Besicherungen organisieren.

3.4 Es ist der Gesellschaft verwehrt, sich an Transaktionen jeglicher Art zu beteiligen, die als gesetzlich geregelte Tätigkeit des Finanzsektors betrachtet werden.

3.5 Die Gesellschaft kann alle Geschäfte und Maßnahmen, die dem vorstehenden Gesellschaftszweck dienlich oder förderlich sind, treffen sowie alle gesetzlich zulässigen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen oder Transaktionen oder generell alle Transaktionen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes und alle direkt oder indirekt mit der Erfüllung ihres Zweckes verbundenen Transaktionen in allen oben beschriebenen Bereichen durchführen.

**Art. 4. Dauer.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

## Kapitel II. Gesellschaftskapital und Anteile

### Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).

5.2 Zuzüglich des Gesellschaftskapitals kann ein Agio-Konto sowie eine Konto Nr. 115 (compte 115) festgelegt werden, auf das jegliches Aufgeld, das auf die Gesellschaftsanteile bezahlt wird, transferiert wird. Die Gesellschaft kann den Betrag auf diesem Agio-Konto dazu benutzen, um Gesellschaftsanteile zurückzukaufen, Nettoverluste zu begleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder den Betrag in die gesetzliche Rücklage einzuzahlen.

### Art. 6. Anteile.

6.1 Die Gesellschaftsanteile werden in Form von Namensanteilen ausgestellt.

6.2 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter (der "Alleingesellschafter") hat, ist dieser Alleingesellschafter dazu berechtigt, seine Anteile frei zu veräußern.

6.3 Soweit und sobald die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die Anteile der jeweiligen Gesellschafter zwischen diesen Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Veräußerung der Gesellschaftsanteile unter Lebenden an Dritte bedarf der Zustimmung der Hauptversammlung. Mindestens drei Viertel des anwesenden oder vertretenen Gesellschaftskapitals müssen dieser Veräußerung zustimmen.

6.4 Die Anteile können entweder durch notarielle Urkunde oder privatschriftlichen Vertrag veräußert werden. Eine solche Veräußerung bindet die Gesellschaft oder Dritte gemäß Artikel 1690 des Code Civil nicht, solange und soweit die Gesellschaft nicht gebührend benachrichtigt wurde oder dieser Veräußerung zugestimmt hat.

6.5 Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer für jeden Anteil an. Die Miteigentümer eines Anteils müssen durch eine einzige Person gegenüber der Gesellschaft vertreten werden. Solange beim Miteigentum eines Anteils nicht ein einzelner Vertretungsberechtigter ernannt worden ist, kann die Gesellschaft die Rechte, die aus dem entsprechenden Anteil hergeleitet werden, aussetzen.

**Art. 7. Kapitalerhöhungen und -herabsetzungen.** Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrmals durch Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung (je nach Fall) unter der Bedingung, dass die dafür erforderlichen Mindestvoraussetzungen und Mehrheiten entsprechend dieser Satzung oder des Gesetzes vorliegen, erhöht oder reduziert werden.

## Kapitel III. Geschäftsführung, Wirtschaftsprüfer

### Art. 8. Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geführt, die nicht Gesellschafter sein müssen (der beziehungsweise die «Geschäftsführer»). Sind mehrere Geschäftsführer ernannt, so bilden diese die Geschäftsführung (die «Geschäftsführung»).

8.2 Der oder die Geschäftsführer werden vom Alleingesellschafter oder durch die Hauptversammlung (je nach Fall) ernannt. Die Hauptversammlung stellt die Anzahl, Vergütung und Dauer des Mandates fest. Die Geschäftsführer bleiben in ihren Ämtern, bis ein Nachfolger gewählt worden ist. Sie können zu jedem Zeitpunkt und ohne Angabe von Gründen durch Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung (je nach Fall) aus ihren Ämtern entlassen werden.

8.3 Der Alleingesellschafter oder die Hauptversammlung (je nach Fall) kann beschließen, die Geschäftsführer in Klassen aufzuteilen und Geschäftsführer der Klasse A und Klasse B zu ernennen.

8.4 Auch nach dem Ende der Geschäftsführertätigkeit dürfen/darf die/der Geschäftsführer keine Informationen offenlegen, die den Interessen der Gesellschaft zum Nachteil gereichen könnten, es sei denn, dass von Gesetzes wegen eine Verpflichtung zur Offenbarung besteht.

### **Art. 9. Sitzungen der Geschäftsführung.**

9.1 Wird die Gesellschaft durch einen alleinigen Geschäftsführer geführt, so übt dieser die Rechte aus, die das Gesetz der Geschäftsführung zubilligt.

9.2 Die Geschäftsführung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden (der «Vorsitzende») auswählen und ernennen. Sie hat auch die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden unter den Geschäftsführern und/oder einen Sekretär, welcher nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muss und der für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist, zu bestellen.

9.3 Die Geschäftsführung kommt nach Mitteilung durch den Vorsitzenden oder auf Anfrage eines ihrer Mitglieder zusammen. Der Vorsitzende (sofern vorhanden) hat den Vorsitz bei jeder Sitzung der Geschäftsführung. Ist kein Vorsitzender bestellt oder, sofern ernannt, abwesend, kann die Geschäftsführung mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder ein anderes Mitglied der Geschäftsführung ernennen, um den Vorsitz dieser Sitzungen zeitweilig beziehungsweise pro tempore zu führen.

9.4 Jedes Mitglied der Geschäftsführung erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, bei der die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Jedes solches Schreiben muss Ort, Datum, Zeit und Tagesordnung der Sitzung enthalten.

9.5 Auf das oben erwähnte vorherige Einberufungsschreiben kann verzichtet werden, wenn alle Geschäftsführer einstimmig vor oder zur Sitzung dieser schriftlich zustimmen. Es bedarf keines Einberufungsschreibens, wenn eine Sitzung zu der Zeit und an dem Ort abgehalten wird, welchem die Geschäftsführung vorher durch Beschluss zugestimmt hat.

9.6 Jede Sitzung der Geschäftsführung soll in Luxemburg oder an dem in dem Einberufungsschreiben festgelegten Ort abgehalten werden.

9.7 Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann sich in der Sitzung der Geschäftsführung aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied der Geschäftsführung vertreten lassen.

9.8 Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

9.9 Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen ihrer auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden (sofern vorhanden) oder des Vorsitzenden pro tempore.

9.10 Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann durch eine Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle anderen deutlich verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

9.11 Schriftliche Beschlüsse unterschrieben durch jeden Geschäftsführer sind ebenso gültig wie Beschlüsse, die aufgrund einer rechtmäßig zusammengekommenen und gehaltenen Sitzung der Geschäftsführung getroffen werden. Diese Beschlüsse können entweder in einem einzelnen Dokument oder in verschiedenen Dokumenten mit gleichem Inhalt ergehen; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

### **Art. 10. Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung.**

10.1 Die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung oder die schriftlichen Beschlüsse des alleinigen Geschäftsführers (je nach Fall) werden von allen bei der Sitzung anwesenden Geschäftsführern oder vom alleinigen Geschäftsführer (je nach Fall) erstellt und unterzeichnet. Jedwede Vollmacht wird den Protokollen der Sitzungen der Geschäftsführung beigefügt.

10.2 Kopien oder Auszüge der Protokolle aller Sitzungen oder der schriftlichen Beschlüsse des alleinigen Geschäftsführers oder der Geschäftsführung (je nach Fall) sollen vom Vorsitzenden der Geschäftsführung (pro tempore oder nicht) oder von zwei Mitgliedern der Geschäftsführung gegengezeichnet werden.

**Art. 11. Allgemeine Vertretungsmacht der Geschäftsführer.** Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) hat unter allen Umständen unbeschränkte Vollmacht zu Handlungen im Namen der Gesellschaft und zur Genehmigung von allen Verwaltungshandlungen und Geschäften, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen. Jedwede Vertretungsmacht, die nicht durch das Gesetz oder die Satzung dem Alleingesellschafter oder der Hauptversammlung (je nach Fall) zugewiesen ist, kann durch den alleinigen Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) ausgeübt werden.

### **Art. 12. Übertragung der Geschäftsführungsbefugnisse.**

12.1 Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) kann bestimmte Rechte und/oder besondere Pflichten an jedes Mitglied der Geschäftsführung oder jede andere Person, die nicht Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft ist, delegieren, um allein oder gemeinsam unter den vom alleinigen Geschäftsführer oder von der Geschäftsführung (je nach Fall) bestimmten Voraussetzungen zu handeln.

12.2 Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) kann auch einen oder mehrere Ausschüsse gründen und mithin deren Besetzung und Zweck bestimmen.

### **Art. 13. Übertragung der Vertretungsmacht.**

13.1 Dritten gegenüber wird die Gesellschaft durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers sowie der gemeinsamen oder einzelnen Unterschrift derjenigen Person(en) gebunden, der/denen eine Sonder- oder begrenzte Vollmacht erteilt wurde(n) und die im Rahmen ihrer Befugnisse gehandelt hat/haben.

13.2 Wird die Gesellschaft von einer Geschäftsführung geleitet, wird sie gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern als auch durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift derjenigen Person(en) gebunden, der/denen eine Sonder- oder begrenzte Vollmacht erteilt wurde(n) und die im Rahmen ihrer Befugnisse gehandelt hat/haben.

13.3 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten, im Falle der Ernennung eines oder mehrerer Geschäftsführer(s) der Klasse A und eines oder mehrerer Geschäftsführer(s) der Klasse B durch den Alleingesellschafter oder die Hauptversammlung (je nach Fall), durch die gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Klasse A und eines (1) Geschäftsführers der Klasse B sowie durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift derjenigen Person(en) gebunden, der/denen eine Sonder- oder begrenzte Vollmacht erteilt wurde(n) und die im Rahmen ihrer Befugnisse gehandelt hat/haben.

### **Art. 14. Interessenkonflikt.**

14.1 Kein Vertrag und keine Transaktion zwischen der Gesellschaft und eines/r oder mehrerer anderen/r Gesellschaft/en oder Unternehmen/s darf dadurch beeinflusst werden, dass ein oder mehrere rechtmäßige Vertreter der Gesellschaft, einschließlich jedes Geschäftsführers, ein persönliches Interesse an dieser/n anderen Gesellschaft/en oder diesem/n anderen Unternehmen haben. Soweit diese Satzung nichts anderes vorsieht, darf jeder rechtmäßige Vertreter der Gesellschaft, der ebenso als rechtmäßiger Vertreter einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens, mit der/dem die Gesellschaft in irgendeiner Weise geschäftlich Verträge schließt, dient, nicht nur aus diesem einzigen Grund von der Beratung oder anderen Tätigkeiten in Bezug auf diese Verträge oder Geschäfte ausgeschlossen werden.

14.2 Ungeachtet des Vorstehenden soll ein Geschäftsführer bei einem persönlichen Interesse an einer Transaktion, die nicht in das Tagesgeschäft fällt und im gewöhnlichen Geschäftsverlauf mündet sowie eine marktübliche Transaktion darstellt, die Geschäftsführung über diesen Zustand informieren und weder beratend tätig sein noch im Rahmen dieser Transaktion abstimmen. Der Alleingesellschafter oder die Hauptversammlung (je nach Fall) muss über die jeweilige Transaktion und das jeweilige Interesse des Geschäftsführers dahingehend informiert werden. Sobald die Gesellschaft nur einen alleinigen Geschäftsführer hat, muss der Alleingesellschafter jegliche Transaktion, die nicht in das Tagesgeschäft fällt und im gewöhnlichen Geschäftsverlauf mündet sowie eine marktübliche Transaktion darstellt, beraten und ihr gegebenenfalls zustimmen.

**Art. 15. Entschädigung.** Ist einem Geschäftsführer sowie dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Testamentsverwalter infolge irgendeiner Handlung, eines Gerichtsverfahrens oder eines anderen Verfahrens aufgrund seiner aktuellen oder vorhergehenden Beteiligung als Geschäftsführer oder aufgrund seiner Beteiligung auf Anfrage der Gesellschaft oder irgendeiner anderen Gesellschaft, dessen Gesellschafter oder Gläubiger die Gesellschaft ist, ein Schaden in einer vertretbaren Art und Weise entstanden, für den Selbige/r nicht entschädigt worden ist/sind, soll die Gesellschaft diesen ersetzen, es sei denn, der Geschäftsführer hat sich wegen grober Fahrlässigkeit (grosse négligence) oder vorsätzlichen Fehlverhaltens (faute grave) haftbar gemacht. Im Falle einer außergerichtlichen Einigung ist eine Entschädigung nur und insofern zu zahlen, als dass die Gesellschaft durch ihren rechtlichen Beistand die Bestätigung erhalten hat, dass der Geschäftsführer nicht entgegen seiner Pflichten gehandelt hat. Andere Rechte dieser Person bleiben durch dieses Entschädigungsrecht unberührt.

### **Art. 16. Wirtschaftsprüfer.**

16.1 Die Prüfung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft kann durch einen oder mehrere Rechnungskommissare (commissaires aux comptes), die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen, erfolgen und muss erfolgen, wenn die Gesellschaft von mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern gehalten wird, es sei denn, die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden von einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises indépendant) gemäß den Vorschriften des Gesetzes geprüft.

16.2 Die Rechnungskommissare (commissaires aux comptes) oder der unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises indépendant) (je nach Fall) werden durch den Alleingesellschafter oder die Hauptversammlung (je nach Fall) ernannt, der/die deren Anzahl, Entgelt sowie Amtsdauer bestimmt beziehungsweise bestimmen. Die Rechnungskommissare (commissaires aux comptes) sowie der unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises indépendant) (je nach Fall) bleiben so lange im Amt, bis deren Nachfolger gewählt werden. Sie können wiedergewählt werden und jederzeit, mit oder ohne Grund, kraft Beschlusses des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung (je nach Fall) aus ihren Ämtern entlassen werden.

## **Kapitel IV. Hauptversammlung**

### **Art. 17. Jahreshauptversammlung.**

17.1 Sollte die Gesellschaft von mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern gehalten werden, ist einmal jährlich eine Hauptversammlung am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in der entsprechenden Einberufungsmittelteilung benannten Ort am ersten Montag des Monats Juni jedes Jahres um 11.30 Uhr zu halten.

17.2 Sollte dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag im Großherzogtum Luxemburg fallen, so findet die Jahreshauptversammlung am nächsten Werktag statt.

#### **Art. 18. Andere Hauptversammlungen.**

18.1 Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall), der unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises indépendant) oder die Rechnungskommissare (commissaires aux comptes) (sofern vorhanden und je nach Fall), oder die Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, können im Einklang mit dem Gesetz und dieser Satzung weitere Hauptversammlungen einberufen.

18.2 Hat die Gesellschaft weniger als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter, so ist die Teilnahme an der jeweiligen Hauptversammlung insofern nicht verpflichtend, als dass die Gesellschafter auch schriftlich über die vorgeschlagenen Beschlüsse abstimmen können.

18.3 Ordentliche Hauptversammlungen, einschließlich der Jahreshauptversammlung, können im Falle höherer Gewalt (force majeure) auch außerhalb des Großherzogtums Luxemburg abgehalten werden, sofern die Anforderungen der höheren Gewalt (force majeure) erfüllt sind, dessen Einschätzung im Ermessen des alleinigen Geschäftsführers oder der Geschäftsführung (je nach Fall) liegt.

#### **Art. 19. Befugnisse der Hauptversammlung.**

19.1 Jede im Sinne des Gesetzes sowie dieser Satzung ordentlich gebildete Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit aller Gesellschafter.

19.2 Die Hauptversammlung hat die ihr gemäß dem Gesetz und dieser Satzung zustehenden Befugnisse.

#### **Art. 20. Abstimmungsverfahren.**

20.1 Infolge einer Einberufungsmitteilung durch den alleinigen Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall), den unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises indépendant) oder die Rechnungskommissare (commissaires aux comptes) (sofern vorhanden und je nach Fall) oder die Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, kommt die Hauptversammlung nach den Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung zusammen.

20.2 Die Einberufungsmitteilung ist den Gesellschaftern acht (8) Tage vor der jeweiligen Hauptversammlung zuzusenden. Die Einberufungsmitteilung hat über Datum, Uhrzeit, Ort und Tagesordnung der Hauptversammlung zu informieren.

20.3 Wenn alle Gesellschafter bei der Hauptversammlung anwesend oder rechtmäßig vertreten sind und bestätigen, Kenntnis von der Tagesordnung der entsprechenden Hauptversammlung zu haben, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufungsmitteilung gehalten werden.

20.4 Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Vollmacht, in Form einer pdf-Datei, einer Email oder per Fax bei einer jedweden Hauptversammlung durch eine Person, die kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

20.5 Ein oder mehrere Gesellschafter kann beziehungsweise können mittels einer Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder ähnlicher Kommunikationsmittel, die den Teilnehmern eine gleichzeitige und gegenseitige Kommunikation ermöglichen, an einer Hauptversammlung teilnehmen. Eine solche Teilnahme ist mit einer physischen Teilnahme an der Versammlung gleichzusetzen.

20.6 Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) kann alle anderen Voraussetzungen bestimmen, die erfüllt sein müssen, um an einer Hauptversammlung teilzunehmen.

20.7 Der Vorsitzende der Geschäftsführung oder in dessen Abwesenheit beziehungsweise, sofern kein Vorsitzender ernannt wurde, jede andere von der Hauptversammlung ernannte Person soll der jeweiligen Hauptversammlung vorsitzen.

20.8 Dieser Vorsitz bestellt außerdem einen Schriftführer.

20.9 Die Hauptversammlung soll darüber hinaus, sofern dies angemessen erscheint, einen oder mehrere Wahlleiter ernennen.

20.10 Der Vorsitz bildet, sofern ein Schriftführer und ein Wahlleiter bestellt wurden, gemeinsam mit diesen den Vorstand (bureau) der Hauptversammlung.

20.11 Eine Anwesenheitsliste, die die Namen jedes Gesellschafters, die Anzahl der jeweils gehaltenen Gesellschaftsanteile und, sofern erforderlich, den Namen des Vertreters des entsprechenden Gesellschafters enthält, wird erstellt und durch die jeweiligen Mitglieder des Vorstands (bureau) und die anwesenden Gesellschafter der Hauptversammlung oder deren Vertreter (je nach Fall) unterschrieben.

20.12 Jeder Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme.

20.13 Sofern nicht anders durch das Gesetz oder diese Satzung vorgeschrieben, benötigen Änderungen dieser Satzung die Zustimmung einer einfachen Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

20.14 Falls nicht anders durch das Gesetz oder diese Satzung vorgeschrieben, benötigt jeder andere Beschluss die Zustimmung der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Ist die erforderliche Beschlussfähigkeit zur ersten Versammlung nicht erreicht, sind die Gesellschafter ein zweites Mal per Einschreiben einzuberufen, so dass diese eine weitere Versammlung halten, bei der Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit unabhängig vom vertretenen Gesellschaftskapital als angenommen gelten.

#### **Art. 21. Protokolle der Hauptversammlungen.**

21.1 Schriftliche Beschlüsse des Alleingeschafters oder Protokolle der Hauptversammlung (je nach Fall) sind vom Alleingeschafter oder vom Vorstand der Hauptversammlung (je nach Fall) zu erstellen und gegenzuzeichnen.

21.2 Kopien oder Auszüge der Beschlüsse des Alleingeschafters oder Protokolle der Hauptversammlung (je nach Fall) sind vom alleinigen Geschäftsführer oder vom Vorsitzenden der Geschäftsführung oder von zwei Geschäftsführungsmitgliedern (je nach Fall) gegenzuzeichnen.

### **Kapitel V. Geschäftsjahr und Gewinnverteilung**

#### **Art. 22. Geschäftsjahr.**

22.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar eines jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

#### **Art. 23. Jahresabschluss.**

23.1 Für das Ende eines jeden Geschäftsjahres wird ein Jahresabschluss gemäß dem Gesetz durch den alleinigen Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) aufgestellt und, sofern anwendbar, dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises indépendant) oder den Rechnungskommissaren (commissaires aux comptes) zur Prüfung und dem Alleingeschafter oder der Hauptversammlung (je nach Fall) zur Genehmigung vorgelegt.

23.2 Jeder Geschafter oder sein rechtmäßiger Vertreter kann im Rahmen der gesetzlichen Regelungen am Gesellschaftssitz Einsicht in die Jahresabschlüsse der Gesellschaft nehmen.

#### **Art. 24. Gewinnverteilung.**

24.1 Am Ende eines jeden Jahres sind fünf Prozent (5 %) des Jahresnetto-Gewinns der Gesellschaft der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft so lange zuzuführen, bis diese eine Höhe von zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Der verbleibende Betrag steht der Gesellschaft zur freien Verfügung.

24.2 Der Alleingeschafter oder die Hauptversammlung (je nach Fall) bestimmt, wie der darüber hinausgehende Gewinn verteilt wird. Er kann vollständig oder teilweise zur Begleichung von Verlusten (falls vorhanden) verwendet, in Rücklagen der Gesellschaft übertragen, in das nächste Geschäftsjahr vorgetragen oder als Dividenden den Geschaftern ausgeschüttet werden.

**Art. 25. Zwischendividenden.** Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (je nach Fall) ist berechtigt, Zwischendividenden unter der Bedingung, dass entsprechend erstellte Zwischenbilanzen genügend verfügbare Mittel aufweisen, auszuschütten.

### **Kapitel VI. Gesellschaftsauflösung und Liquidation**

#### **Art. 26. Gesellschaftsauflösung und Liquidation.**

26.1 Vorbehaltlich jedweder Gesetzesvorschriften kann die Gesellschaft durch Beschluss des Alleingeschafters oder der Hauptversammlung (je nach Fall) unter der Bedingung, dass in letzterem Fall die für eine Satzungsänderung erforderliche Stimmenmehrheit erreicht wird, aufgelöst werden.

26.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren, die durch Beschluss des Alleingeschafters oder von der Hauptversammlung (je nach Fall) ernannt wurden und keine Geschafter sein müssen, durchgeführt. Der Alleingeschafter oder die Hauptversammlung (je nach Fall) legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

26.3 Das verbleibende Guthaben, das aus der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Geschaftern im Verhältnis zu ihren bestehenden Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

### **Kapitel VII. Anwendbares Recht**

**Art. 27. Anwendbares Recht.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, finden die Bestimmungen des Gesetzes Anwendung.

#### *Zeichnung und Zahlung der Gesellschaftsanteile*

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile wurden vollständig von dem vorbenannten Herrn Johannes Croé gezeichnet und die Kapitaleinlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) eingezahlt. Ein Nachweis für die Zahlung der Kapitaleinlage wurde dem amtierenden Notar vorgelegt.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten (31.) Tag des Monats Dezember 2014.

#### *Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf tausend Euro (EUR 1.000,-) geschätzt.

*Beschlüsse des Alleingeschafters*

Der Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, hat unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Gesellschaftssitz befindet sich in 5, rue du Curé, L-1368 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Herr Johannes Croé, geboren am 16. Februar 1968 in Rheinbach (D), wohnhaft in Hardtstrasse 22, 53945 Blenheim, Deutschland, ist hiermit als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit ernannt.

Worüber Urkunde aufgenommen, in Luxemburg, am eingangs erwähnten Datum.

Nach Verlesung und Erklärung des Vorstehenden an die erschienene Partei, die dem Notar durch seinen Familiennamen, Vornamen, Familienstand und Wohnort bekannt ist, hat dieselbe Partei mit Uns, Notar, vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J. Croé, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 mars 2014. Relation: LAC/2014/13543. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 3. April 2014.

Référence de publication: 2014049018/337.

(140055939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**AEIF LH Sub 04 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 135.799.

In the year two thousand and fourteen, on sixth day of March.

Before Us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 129.159 and having a share capital amounting to sixteen thousand five hundred Euros (EUR 16,500.-),

hereby represented by Stéphanie CHERY, employee with professional address at 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal.

Said proxy, after having been signed *in varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, requests the undersigned notary to enact that she is the sole shareholder of AEIF LH Sub 04 S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 135.799 and having a share capital amounting to fifteen thousand Euros (EUR 15,000.-) (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on January 16<sup>th</sup>, 2008, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* number 490 dated February 26<sup>th</sup>, 2008, which articles of association (the Articles) were last amended on December 3<sup>rd</sup> 2009, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* under number 2535 dated December 29<sup>th</sup>, 2009.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

a. To accept the resignation of AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l. as Sole Manager of the Company, effective from 6 March 2014.

b. To appoint the following persons as individual Managers to the Board of Managers of the Company, effective from 6 March 2014:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager;
- Mr Stuart GRAY, Category A Manager;
- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager;
- Mr Garry PIETERS, Category B Manager.

c. To amend the first paragraph of the Article 10 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** (First paragraph). The Company is managed by a Board of Managers composed of at least two Managers divided into two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».”

d. To amend the third paragraph of the Article 11 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 11. Powers of the Manager(s).** (Third paragraph). Towards third parties, the Company shall be bound by at least the joint signature of any two Managers, either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers.”

e. To amend the Quorum of the Article 13 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** (Quorum). The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and with at least the presence or the representation of one Category A and one Category B Manager. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favourable vote of either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote. In case of a conflict of interest as defined in article 15 below, the quorum requirement shall apply without taking into account the affected Manager or Managers.”

f. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge and accept the resignation of AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 129.159 and having a share capital amounting to sixteen thousand five hundred Euros (EUR 16,500.-), as Sole Manager of the Company in duty with effect as of the date of signature of the present resolution.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint the following persons as individual Managers to the Board of Managers of the Company for an unlimited duration with immediate effect:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager, born on 27<sup>th</sup> February 1960 in Milan, Italy, with professional address 4 Via Malaga, 20143 Milan, Italy;

- Mr Stuart GRAY, Category A Manager, born on 27<sup>th</sup> June 1973 in Paisley, United Kingdom, with professional address 6 St Andrew Street, London EC4A 3AE, United Kingdom;

- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager, born on 28<sup>th</sup> August 1968 in Glasgow, United Kingdom, with professional address 25 rue du Schlammeste, L-5770 Weiler-la-Tour, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Garry PIETERS, Category B Manager, born on 29<sup>th</sup> March 1958 in the Hague, the Netherlands, with professional address 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

Consequently, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of the Article 10 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** (First paragraph). The Company is managed by a Board of Managers composed of at least two Managers divided into two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».”

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the third paragraph of the Article 11 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 11. Powers of the Manager(s).** (Third paragraph). Towards third parties, the Company shall be bound by at least the joint signature of any two Managers, either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers.”

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the Quorum of the Article 13 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** (Quorum). The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and with at least the presence or the repre-

sentation of one Category A and one Category B Manager. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favourable vote of either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote. In case of a conflict of interest as defined in article 15 below, the quorum requirement shall apply without taking into account the affected Manager or Managers.”

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges are borne by the Company as a result of the present deed.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le sixième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

#### **A COMPARU:**

AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.159 et disposant d'un capital social de seize mille cinq cents euros (EUR 16.500,-).

dûment représentée par Stéphanie CHERY, employée, de résidence professionnelle au 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique associée de AEIF LH Sub 04 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.799 et disposant d'un capital social d'un montant de quinze mille euros (EUR 15.000,-) (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, le 16 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 490 en date du 26 février 2008, dont les statuts (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 3 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2535 en date du 29 décembre 2009.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour est libellé comme suit:

a. D'accepter la démission de la société AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l. en tant que gérant de la Société.

b. De nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société avec effet à la date de la présente résolution et pour une durée indéterminée:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager;
- Mr Stuart GRAY, Category A Manager;
- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager;
- Mr Garry PIETERS, Category B Manager.

c. En conséquence, l'Associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 10 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** (premier paragraphe). La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins deux gérants divisés en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

d. De modifier le troisième paragraphe de l'article 11 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** (troisième paragraphe). Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, étant obligatoirement soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A».

e. De modifier le troisième paragraphe de l'article 13 (Quorum) des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** (Quorum): le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B est présent ou représenté. Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif de soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant. En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-dessous, les exigences de quorum doivent s'appliquer sans prendre en considération le ou les gérants concernés.»

f. Divers

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de prendre acte et d'accepter la démission de AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.159 et disposant d'un capital social de seize mille cinq cents euros (EUR 16.500,-), Associé unique, avec effet à la date de la présente résolution.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer comme gérant de la Société les personnes suivantes avec effet immédiat:

- Mr Gianmarco CREMONESI, gérant de catégorie A, né le 27 février 1960 à Milan, Italie et ayant pour adresse professionnelle 4 Via Malaga, 20143 Milan, Italie;

- Mr Stuart GRAY, gérant de catégorie A, né le 27 juin 1973 à Praisley, Royaume Uni et ayant comme adresse professionnelle 6 St. Andrew Street, Londres EC4A 3AE, Royaume Uni;

- Mrs Audrey LEWIS, gérante de catégorie B, née le 28 août 1968 à Glasgow, Royaume Uni et ayant comme adresse professionnelle 25 rue du Schlammeste, L-5770 Weiler-la-Tour, Grand Duché de Luxembourg;

- Mr Garry PIETERS, gérant de catégorie B, né le 29 mars 1958 à la Haye, Pays Bas et ayant comme adresse professionnelle 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 10 premier paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** (premier paragraphe). La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins deux gérants divisés en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 11 troisième paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** (troisième paragraphe). Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, étant obligatoirement soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A».

*Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 13 troisième paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** (Quorum): le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B est présent ou représenté. Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif de soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant. En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-dessous, les exigences de quorum doivent s'appliquer sans prendre en considération le ou les gérants concernés.»

*Estimation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature sont payables par la Société en raison du présent acte.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

En foi de quoi, le présent acte passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S. CHERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 10 mars 2014. Relation: DIE/2014/3008. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur (signé): THOLL.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 04 avril 2014.

Référence de publication: 2014048930/208.

(140056131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**AEIF LH Sub 06 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 138.373.

In the year two thousand and fourteen, on sixth day of March.

Before Us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 129.159 and having a share capital amounting to sixteen thousand five hundred Euros (EUR 16,500.-),

hereby represented by Stéphanie CHERY, employee with professional address at 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, requests the undersigned notary to enact that she is the sole shareholder of AEIF LH Sub 06 S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138.373 and having a share capital amounting to sixteen thousand five hundred Euro (EUR 16,500.-) (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on March 26<sup>th</sup>, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1311 dated May 29<sup>th</sup>, 2008, which articles of association (the Articles) were last amended on December 21<sup>st</sup>, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 355 dated February 13<sup>th</sup>, 2013.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

a. To accept the resignation of AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l. as Sole Manager of the Company, effective from 6 March 2014.

b. To appoint the following persons as individual Managers to the Board of Managers of the Company, effective from 6 March 2014:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager;
- Mr Stuart GRAY, Category A Manager;
- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager;
- Mr Garry PIETERS, Category B Manager.

c. To amend the first paragraph of the Article 10 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

“ **Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** (First paragraph) The Company is managed by a Board of Managers composed of at least two Managers divided into two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».”

d. To amend the third paragraph of the Article 11 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

**“Art. 11. Powers of the Manager(s).** (Third paragraph) Towards third parties, the Company shall be bound by at least the joint signature of any two Managers, either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers.”

e. To amend the Quorum of the Article 13 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

**Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** (Quorum) The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and with at least the presence or the representation of one Category A and one Category B Manager. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favourable vote of either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote. In case of a conflict of interest as defined in article 15 below, the quorum requirement shall apply without taking into account the affected Manager or Managers.”

f. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge and accept the resignation of AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 129.159 and having a share capital amounting to sixteen thousand five hundred Euros (EUR 16,500.-), as Sole Manager of the Company in duty with effect as of the date of signature of the present resolution.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint the following persons as individual Managers to the Board of Managers of the Company for an unlimited duration with immediate effect:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager, born on 27<sup>th</sup> February 1960 in Milan, Italy, with professional address 4 Via Malaga, 20143 Milan, Italy;

- Mr Stuart GRAY, Category A Manager, born on 27<sup>th</sup> June 1973 in Paisley, United Kingdom, with professional address 6 St Andrew Street, London EC4A 3AE, United Kingdom;

- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager, born on 28<sup>th</sup> August 1968 in Glasgow, United Kingdom, with professional address 25 rue du Schlammeeste, L-5770 Weiler-la-Tour, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Garry PIETERS, Category B Manager, born on 29<sup>th</sup> March 1958 in the Hague, the Netherlands, with professional address 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

Consequently, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of the Article 10 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

**“ Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** (First paragraph) The Company is managed by a Board of Managers composed of at least two Managers divided into two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».”

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the third paragraph of the Article 11 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

**“ Art. 11. Powers of the Manager(s).** (Third paragraph) Towards third parties, the Company shall be bound by at least the joint signature of any two Managers, either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers.”

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the Quorum of the Article 13 of the Articles of Associations of the Company which shall now on read as follows:

**Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** (Quorum) The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and with at least the presence or the representation of one Category A and one Category B Manager. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favourable vote of either one Category A Manager and one Category B Manager or two Category A Managers. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote. In case of a conflict of

interest as defined in article 15 below, the quorum requirement shall apply without taking into account the affected Manager or Managers.”

*Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges are borne by the Company as a result of the present deed.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le sixième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

**A COMPARU:**

AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.159 et disposant d'un capital social de seize mille cinq cents euros (EUR 16.500,-).

dûment représentée par Stéphanie CHERY, employée, de résidence professionnelle au 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique associée de AEIF LH Sub 06 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.375 et disposant d'un capital social d'un montant de seize mille cinq cent euros (EUR 16.500,-) (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, le 26 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1311 en date du 29 mai 2008, dont les statuts (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 21 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 355 en date du 13 février 2013.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour est libellé comme suit:

a. D'accepter la démission de la société AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l. en tant que gérant de la Société.

b. De nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société avec effet à la date de la présente résolution et pour une durée indéterminée:

- Mr Gianmarco CREMONESI, Category A Manager;

- Mr Stuart GRAY, Category A Manager;

- Mrs Audrey LEWIS, Category B Manager;

- Mr Garry PIETERS, Category B Manager.

c. En conséquence, l'Associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 10 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** (premier paragraphe) La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins deux gérants divisés en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

d. De modifier le troisième paragraphe de l'article 11 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** (troisième paragraphe) Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, étant obligatoirement soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A».

e. De modifier le troisième paragraphe de l'article 13 (Quorum) des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** (Quorum): le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B est présent ou représenté. Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif de soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant. En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-dessous, les exigences de quorum doivent s'appliquer sans prendre en considération le ou les gérants concernés.»

f. Divers

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de prendre acte et d'accepter la démission de AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.159 et disposant d'un capital social de seize mille cinq cents euros (EUR 16.500,-), Associé unique, avec effet à la date de la présente résolution.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer comme gérant de la Société les personnes suivantes avec effet immédiat:

- Mr Gianmarco CREMONESI, gérant de catégorie A, né le 27 février 1960 à Milan, Italie et ayant pour adresse professionnelle 4 Via Malaga, 20143 Milan, Italie;
- Mr Stuart GRAY, gérant de catégorie A, né le 27 juin 1973 à Praisley, Royaume Uni et ayant comme adresse professionnelle 6 St. Andrew Street, Londres EC4A 3AE, Royaume Uni;
- Mrs Audrey LEWIS, gérante de catégorie B, née le 28 août 1968 à Glasgow, Royaume Uni et ayant comme adresse professionnelle 25 rue du Schlammeste, L-5770 Weiler-la-Tour, Grand Duché de Luxembourg;
- Mr Garry PIETERS, gérant de catégorie B, né le 29 mars 1958 à la Haye, Pays Bas et ayant comme adresse professionnelle 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 10 premier paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** (premier paragraphe) La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins deux gérants divisés en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 11 troisième paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** (troisième paragraphe) Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, étant obligatoirement soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A».

*Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 13 troisième paragraphe des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** (Quorum): le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B est présent ou représenté. Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif de soit un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, soit deux gérants de catégorie A. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant. En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-dessous, les exigences de quorum doivent s'appliquer sans prendre en considération le ou les gérants concernés.»

*Estimation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature sont payables par la Société en raison du présent acte.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

En foi de quoi, le présent acte passé à Luxembourg date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S.CHERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 10 mars 2014. Relation: DIE/2014/3022. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 04 avril 2014.

Référence de publication: 2014048931/209.

(140056157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Euro-Planning & Consultants S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 106.123.

L'an deux mille quatorze, le vingtième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «EURO-PLANNING & CONSULTANTS S.A.», ayant son siège social à 6, Rue Staedtgen, L-9906 Troisvierges, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.123, constituée par-devant Maître Fernand UNSEN, alors notaire de résidence à Diekirch, suivant acte reçu le 17 mars 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 463 du 26 juin 1998, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (ci-après «la Société»).

L'assemblée est présidée par Monsieur Johannes THÖNNES, administrateur de société, demeurant à L-8274 Kehlen, Am Kepbrill 14.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Cyrille HURT, employé privé, demeurant professionnellement à L-9242 Diekirch, 4, rue Alexis Heck.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Johannes THÖNNES, administrateur de société, demeurant à L-8274 Kehlen, Am Kepbrill 14.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social, qui est fixé à trente et un mille deux cent cinquante (EUR 31.250,-) euros, représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (EUR 25,-) euros chacune, étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

*Ordre du jour*

1. Transfert du siège social de 6, Rue Staedtgen, L-9906 Troisvierges à L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart;
2. Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède;
3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, cette dernière prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de 6, Rue Staedtgen, L-9906 Troisvierges à l'adresse suivante: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.

*Deuxième résolution:*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège social.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Weiswampach.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration, et à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à neuf cent euros (EUR 900.-).

Dont acte, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. THÖNNES, C. HURT, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 21 mars 2014. Relation: DIE/2014/3686. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur (signé) pd: RECKEN.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 04 avril 2014.

Référence de publication: 2014049105/68.

(140056312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Mabilux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4972 Dippach, 89, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 36.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014049297/10.

(140056360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

---

**Creola S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 65.349.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 3 avril 2014 à 10.00 heures à Luxembourg*

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes venant à échéance lors de la présente Assemblée, celle-ci décide, à l'unanimité, de renouveler le mandat des administrateurs Monsieur Joseph Winandy, Monsieur Koen Lozie et la société JALYNE S.A. L'assemblée décide également de renouveler le mandat du commissaire aux comptes THE CLOVER.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

Pour copie conforme

Joseph WINANDY / Koen LOZIE

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2014050420/17.

(140057973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**SWM Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.079.250,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 180.186.

—  
*Extrait rectificatif à l'extrait déposé le 04/04/2014 – référence L140055695*

La Société prend acte que le siège social de la Société est maintenu au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, contrairement à la modification enregistrée le 4 avril 2014 référence L140055695.

Il convient de noter que le siège social de la Société sera transféré du 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg en date du 1<sup>er</sup> mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014049442/16.

(140056051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

**P.A.P. a.s.b.l., Association du Personnel de l'Administration Parlementaire de la Chambre des Députés,  
Association sans but lucratif,  
(anc. A.F.G.C. a.s.b.l., Association des Fonctionnaires du Greffe de la Chambre des Députés).**

Siège social: L-1728 Luxembourg, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg F 7.670.

—  
1) Il est proposé de modifier le libellé de l'article 1<sup>er</sup>, première phrase relatif à la dénomination, au siège, à la durée et à l'objet comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. L'association est dénommée «ASSOCIATION DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES», en abrégé P.A.P. a.s.b.l.»

Ainsi, le terme «Greffe» est à chaque fois remplacé par celui de «Administration parlementaire» à l'endroit de

- i. l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup> «à l'Administration parlementaire»,
- ii. l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> «de l'Administration parlementaire», et
- iii. l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> «de l'Administration parlementaire».

2) L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> est modifié comme suit:

« **Art. 5.** L'association a pour objet d'assurer la représentation professionnelle du personnel de l'Administration parlementaire de la Chambre des Députés, de sauvegarder et de défendre les intérêts d'ordre professionnel tant matériel que moral de ses membres, d'étudier les problèmes de l'Administration parlementaire de la Chambre des Députés, ainsi que de promouvoir une entente générale au sein du personnel.»

3) L'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> est à lire de la manière suivante:

« **Art. 6.** Sont admis comme membres les fonctionnaires stagiaires, les fonctionnaires de la carrière supérieure, de la carrière moyenne et de la carrière inférieure et les salariés en activité de service ou en retraite de l'Administration parlementaire de la Chambre des Députés en nombre illimité, sans que le nombre puisse être inférieur à trois.»

4) A l'article 10, l'alinéa 1<sup>er</sup> est modifié et un nouvel alinéa 2 est inséré et qui sont libellés comme suit:

« **Art. 10.** L'association est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres au minimum, fonctionnaires et salariés, de préférence trois étant réservés à la carrière inférieure, trois à la carrière moyenne et trois à la carrière supérieure, élus parmi les membres lors de l'assemblée générale; pour une durée de deux ans.

Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président(s), secrétaire(s) et trésorier(s). Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.»

5) L'article 11 se lit comme suit:

« **Art. 11.** Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.»

Référence de publication: 2014049533/36.

(140056400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.